

France/Politique

Semaine de passes d'armes pour le président Macron

AFP
Paris/France

La démission fracassante du chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers, aura ainsi constitué une séquence compliquée pour le locataire de l'Élysée.

LE président français Emmanuel Macron sort d'une semaine sous tension pour sa présidence, après une crise marquée par la démission fracassante du chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers.

"Si quelque chose oppose le chef d'état-major des armées au président de la République, le chef d'état-major des armées change", mettait fermement en garde dans Le Journal du dimanche le chef de l'État, quelques jours seulement après avoir reconduit dans ses fonctions le général de Villiers, 60 ans, dont trois et demi passés à la tête de l'état-major.

De vives critiques du haut gradé concernant les réductions budgétaires sont mal passées auprès du président de la République, qui lui a aussitôt reproché d'avoir mis de façon "indigne" cette polémique "sur la place publique".

La tension a abouti mercredi à la démission de Pierre de Villiers, remplacé dans la foulée par le général François Lecointre, et la séquence s'est avérée compliquée pour le président de 39 ans élu le 7 mai.

Auto-qualifié jusqu'ici de "jupitérien", le président Macron voit se multiplier contre lui les procès en autoritarisme, après avoir déjà fait face à des critiques analogues pendant



Photo : AFP

La démission fracassante du chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers (ici à sa gauche lors du 14-Juillet), a fait vivre au président Emmanuel Macron une séquence compliquée.

la campagne présidentielle.

"Sabrer dans le budget de la Défense, au mépris de sa propre parole et des dangers du monde, n'est pas digne d'un chef d'État lucide et responsable", fustige ainsi la présidente du parti d'extrême droite Front national Marine Le Pen.

Le patron des députés de droite Christian Jacob dénonce "une faute grave", quand son homologue socialiste Olivier Faure critique un président qui "confond (...) tous les rôles". "Aucun président n'avait fait la démonstration avec une telle transparence de son incompréhension de la chose militaire", a déploré hier dans une tribune au quotidien Le Figaro l'historienne Bénédicte Chéron, spécialiste des relations armées-société.

"Chacun est dans son rôle", a plaidé le Premier ministre Edouard Philippe.

"DELOYAL DANS SA COMMUNICATION" • Toute la semaine, le président a voulu asseoir son autorité et celle de son gouvernement, comme lors d'un passage sur le Tour de France cycliste, où il a rappelé que "ce n'est pas le rôle du chef d'état-major" de défendre le budget des armées, tout en tentant une opération reconquête auprès des militaires.

Après un hélicoptère mardi sur le sous-marin nucléaire Le Terrible, il est allé jeudi, en tenue de pilote, saluer les troupes sur la base aérienne d'Istres, dans le Sud-est. "Je veux que vous ayez les moyens de vos missions", "je sais ce que la Nation vous doit", lance Emmanuel Macron en mul-

tipliant les hommages et en assurant que le budget des armées, seul à "augmenter" en 2018, sera porté à 34,2 milliards d'euros l'an prochain.

Opération déminage aussi de la ministre des Armées Florence Parly qui promet, elle, que les économies pour 2017 n'auront "pas d'impact pour le quotidien" des armées.

De son côté, Edouard Philippe a invité hier à déjeuner le nouveau chef d'état-major et la haute hiérarchie militaire. Au final, veut croire l'entourage du président, qui l'a surnommé "le boss", la séquence aura permis à M. Macron d'affirmer son autorité.

Las, alors que la situation semblait rentrer dans l'ordre, le porte-parole du gouvernement Christophe

Castaner a relancé la polémique en attaquant hier, dans les colonnes du quotidien Le Figaro, le général de Villiers, jugé "déloyal dans sa communication" et accusé d'avoir "mis en scène sa démission".

"Déplacé et à côté de la plaque, inutile voire contre-productif à ce stade", a aussitôt réagi dans un tweet Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique.

"Les propos de Christophe Castaner engagent le gouvernement, dont il est le porte-parole. Il doit par conséquent démissionner", a carrément appelé le député centriste Philippe Vigier, membre de l'opposition s'étant dite prête à travailler de façon "constructive" avec le gouvernement.

L'Afrique en bref

• Côte d'Ivoire/Politique. Soro demande "pardon aux Ivoiriens" et à Gbagbo



Photo : F. M. MOMBINO

Le président de l'Assemblée nationale ivoirienne et ex-chef de la rébellion, Guillaume Soro, a demandé jeudi, en vue d'une réconciliation nationale, "pardon aux Ivoiriens" et à son principal adversaire du passé, l'ancien président Laurent Gbagbo, écroué depuis 2011 à La Haye où il est jugé par la CPI.

• Burkina Faso/Enquête. Liberté provisoire pour le général Diendéré

Le général Gilbert Diendéré a obtenu une liberté provisoire dans l'affaire de la mort de l'ancien président burkinabé Thomas Sankara, mais reste en détention pour d'autres dossiers, a révélé jeudi son avocat à la presse locale.

• Kenya/Politique. Inculpation d'un député d'opposition

Un député kényan issu du parti du candidat d'opposition à la présidentielle d'août a été inculpé hier pour des propos présumés appelant à la haine ethnique lors d'une réunion de son parti. Ces accusations croisées suscitent l'inquiétude de nombreux observateurs qui craignent qu'elles ne débouchent sur des troubles.

• Angola/Politique. Limitation des pouvoirs du futur président

Le Parlement angolais a voté hier une loi limitant les pouvoirs militaires et sécuritaires du futur président de la République qui sera issu des élections générales du mois prochain pour remplacer Jose Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis 1979 et qui a décidé de ne pas se représenter.

• Niger/Politique. Le maire de Niamey révoqué

Le maire de Niamey, la capitale nigérienne, Hassane Seydou, a été révoqué jeudi. Cette révocation survient une semaine après une visite de la ville par Mahamadou Issoufou, le président du Niger. A l'issue de cette dernière, il avait reproché aux responsables municipaux leur "insouciance incompréhensible" face à la grande insalubrité et au manque d'assainissement de Niamey.

Nigeria/Bombardement meurtrier du 17 janvier

L'armée blâme une erreur de "marquage"

AFP
Abuja/Nigeria

112 civils avaient trouvé la mort à la suite de ce raid au-dessus d'un camp de déplacés.

L'ARMÉE nigérienne a affirmé hier que le bombardement ayant accidentellement tué 112 civils en janvier dans un camp de déplacés du nord-est était dû à une erreur de "marquage", estimant que les déplacés n'étaient pas censés se trouver à cet endroit.

Le 17 janvier, des avions de chasse avaient frappé le

camp de Rann, dans le nord-est du Nigeria, pendant que des organisations humanitaires distribuaient de la nourriture aux personnes déplacées fuyant les violences du groupe jihadiste Boko Haram.

La hiérarchie militaire avait à l'époque qualifié d'"accidentel" le bombardement meurtrier, dans lequel près de 100 personnes, dont beaucoup de femmes et d'enfants, ont également été blessées.

La commission d'enquête de l'armée de l'air chargée de faire la lumière sur ce drame était censée publier son rapport en février. Le porte-parole de la Défense, le major général

John Enenche, n'a pas donné d'explications concernant les six mois de retard pris. Mais dans une brève déclaration, il a blâmé le "manque de marquage approprié de la zone" du bombardement, lors d'une conférence de presse vendredi à Abuja.

"L'emplacement ne figurait pas sur la carte opérationnelle (de l'armée, NDLR) en tant que base humanitaire", a-t-il affirmé à propos de ce camp, pourtant géré par l'armée, et qui abritait entre 20 000 et 40 000 personnes.

"Les gens n'étaient pas censés se rassembler dans ce lieu", selon M. Enenche, ajoutant que les personnes déplacées s'étaient mas-

sées "près du camp" et non dedans.

À l'époque, des sources humanitaires avaient pourtant affirmé que la première bombe avait atterri à quelques mètres du bureau de la Croix-Rouge, à l'intérieur du camp. Six travailleurs de la Croix-Rouge nigérienne avaient été tués.

Le responsable militaire a affirmé que les combattants de Boko Haram, actifs dans cette zone du nord de l'Etat de Borno, se rassemblent de manière similaire avant d'attaquer des civils.

"Par conséquent, il est apparu que ce lieu pourrait très bien être utilisé pour les activités ennemies", a-t-

il dit. "Lorsque le mouvement de masse a été détecté grâce à l'observation aérienne par satellite, on a cru qu'il s'agissait d'une activité terroriste de Boko Haram, qui devait être neutralisée rapidement", a-t-il poursuivi.

L'armée nigérienne contrôle l'accès des médias aux camps de déplacés à travers tout l'Etat du Borno et fournit une assistance aux organisations humanitaires qui y travaillent.

Les journalistes ont été autorisés à visiter de nombreux camps dans la région, mais jusqu'à maintenant aucune autorisation n'a été accordée pour se rendre à Rann.